

Les forêts sont plus que du carbone

Pour éviter l'aggravation des changements climatiques et la dégradation des terres, conserver la Diversité Biologique et préserver l'usage durable des forêts que font les communautés locales et les Peuples Autochtones, **tout accord doit viser à arrêter la déforestation et la dégradation, sans se contenter de réduire ou de différer les émissions.**

Tout accord sur les forêts qui n'ira pas entièrement et explicitement dans le sens du Programme de travail élargi sur la diversité biologique des forêts de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) et de la Déclaration des Nations unies sur les droits des Peuples Autochtones (UNDRIP), ou qui n'intégrera pas les politiques pour la mise en œuvre nationale et internationale des instruments mentionnés portera préjudice aux bonnes pratiques forestières. **Tout accord doit être le résultat d'un processus de collaboration avec les autres conventions concernant les forêts, les instruments relatifs aux droits de l'Homme et garantir la participation pleine et effective des Peuples Autochtones et des communautés locales.**

Les monocultures d'arbres ne sont pas des forêts. En l'absence d'une définition appropriée de la forêt, le mécanisme de « *déforestation évitée* » (REDD) en discussion pourrait être utilisé pour financer l'expansion des monocultures d'arbres à croissance rapide, bien qu'elles ne conservent, dans le meilleur des cas, que 20 % du carbone stocké dans les forêts anciennes et ne contiennent qu'une partie infime de la diversité biologique de ces dernières

Les droits territoriaux des communautés locales et autochtones doivent être reconnus

Plus d'un milliard de personnes, dont 60 millions d'autochtones, dépendent des forêts pour leurs subsistance, leur alimentation et leurs médicaments. **La reconnaissance et le respect des droits territoriaux des Peuples Autochtones et des populations dépendantes des forêts doit être une priorité pour l'élaboration de toute politique forestière.**

Si la valeur financière des forêts augmente, les risques de bouleversements sociaux et d'expulsions violentes augmenteront pour les Peuples Autochtones et les communautés locales, surtout s'ils n'ont pas de titres de propriété formels. **Toute politique forestière doit donc respecter entièrement le principe du partage équitable des coûts et des bénéfices.**

Les forêts doivent rester à l'écart des marchés du carbone

Le commerce du carbone des forêts risque de constituer un échappatoire pour les pays qui ne respectent pas leurs obligations de réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'inclusion d'un mécanisme REDD dans le marché du carbone affaiblira considérablement les accords sur le climat et mettra en péril la capacité de l'humanité à affronter les dérèglements climatiques. Les pays qui ont des modes de vie à forte intensité de carbone pourront maintenir leur niveau de consommation injuste et insoutenable.

Le financement de la conservation des forêts et des terres au moyen des marchés du carbone fera perdre aux populations leur souveraineté sur les ressources naturelles et les moyens de les protéger. De même, il diminuera le contrôle public des ressources naturelles en affaiblissant la capacité des gouvernements de les protéger et de les gérer.

Les marchés du carbone sont souvent présentés comme la seule option réaliste pour générer les financements nécessaires à la lutte contre la déforestation. Cela est dû à une estimation excessive des coûts d'opportunité à couvrir. **Pour estimer avec justice et précision les coûts d'opportunité, il faudrait aussi calculer les manques à gagner des**

gouvernements et de la population, plutôt qu'uniquement les bénéficiaires que tirent les entreprises privées impliquées dans la destruction et la dégradation des forêts.

Enfin, si les crédits REDD devenaient fongibles ils inonderaient les marchés du carbone, et le prix du carbone s'effondrerait.

Un financement équitable pour stopper la déforestation

Les fonds pour arrêter la déforestation devraient être investis dans des programmes nationaux et des infrastructures permettant la gestion durable, la conservation et la restauration des écosystèmes par les communautés qui en dépendent.

Il existe des options relativement peu coûteuses qui pourraient contribuer à éviter la déforestation, telles que des moratoires sur la conversion des terres, ou la création d'un fond de lutte contre les incendies. Pour financer ces programmes, on pourrait faire appel **à des sources alternatives de financement, telle la création d'une taxe carbone sur les émissions des pays industrialisés**, plutôt qu'à des marchés du carbone, des initiatives volontaires ou des financements de la Banque mondiale.

Problèmes méthodologiques

Il existe de nombreux problèmes méthodologiques qui, loin d'être des questions purement techniques, ont des implications importantes sur les politiques forestières et climatiques.

Il est particulièrement complexe et coûteux de surveiller et de vérifier le carbone stocké ou émis par les forêts. **Contrairement au marché du carbone, les politiques pour lutter contre la déforestation n'ont pas besoin d'un système aussi complexe et coûteux de surveillance et de vérification.** De plus, considérer la valeur des forêts uniquement par rapport au carbone qu'elles stockent conduit à négliger leur importance pour la conservation de la diversité biologique et comme moyen de subsistance pour les communautés qui en dépendent.

Tout accord concernant les forêts doit reconnaître que les « fuites » comportent bien plus que le simple déplacement des émissions de carbone, y sont aussi associés tous les problèmes écologiques et sociaux liés à la déforestation, à moins de s'attaquer aux causes profondes de celle-ci.

Les forêts sont toutes aussi affectées par le changement climatique et, si les températures mondiales continuent de monter, elles pourraient cesser de fonctionner comme puits de carbone et devenir des sources de carbone en raison du dépérissement ou des incendies.

La non permanence des forêts implique aussi que les investisseurs vont chercher à transférer la responsabilité de la réussite des projets REDD aux porteurs de projets, ce qui serait très désavantageux pour les communautés locales et/ou les pays en développement.

Il faut des solutions réelles pour parvenir à la justice climatique

Il est primordial de s'attaquer aux causes profondes de la déforestation qui comprennent entre autres la forte demande en agrocarburants, la consommation excessive de viande et de papier dans les pays industrialisés, les industries extractives notamment pétrolières et minières et l'exploitation forestière industrielle.

Nous avons besoin de faire la transition vers des économies plus sobres en carbone, en différenciant les efforts de façon juste et équitable. Les pays industrialisés doivent les premiers assumer la responsabilité de réduire radicalement leurs émissions de gaz à effet de serre, et de réaliser leur obligation de transférer au Sud des moyens financiers et technologiques, en tenant compte de la dette écologique du Nord à l'égard du Sud.

Les Amis de la Terre International, août 2008

Pour de plus amples informations veuillez contacter joseph.zacune@foe.co.uk ou visiter le site www.foei.org.